

STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA
Labour Division — Division du travail
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'oeuvre

STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF
THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION
DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

FEBRUARY - 1972 - FÉVRIER

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

Published by Authority of
The Minister of Industry, Trade and Commerce

Publication autorisée par
le ministre de l'Industrie et du Commerce

June - 1972 - Juin
8006-509

Price - Prix: 20 cents
\$2.00 a year - par année

Vol. 31--No. 2

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

TABLE OF CONTENTSTABLE DES MATIÈRES

	Page
Commentary	3

	Page
Commentaire	3

LIST OF TABLESListe des Tableaux

Table	
1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province	4
2. Estimates of the Insured Population under the Unemployment Insurance Act	5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province	6
4. Initial Claims Allowed, by Type and Province	6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex	7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex	8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit	9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type	10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province	11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province	12
11. Regional Unemployment Rates	13
Map of U.I.C. Regions	12A

Tableau	
1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province	4
2. Estimation de la population assurée en vertu de la loi sur l'assurance-chômage	5
3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province	6
4. Demandes initiales acceptées, selon le genre et la province	6
5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe	7
6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe	8
7. Service des prestations, selon le genre de prestations	9
8. Montant des prestations servies, par province et par genre	10
9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province	11
10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province	12
11. Taux régional de chômage	13
Carte des régions de la C.A.C.	12A

Appendix

I. Unemployment Insurance in Canada	14
---	----

Annexe

I. L'assurance-chômage au Canada	14
--	----

SYMBOLSSIGNES CONVENTIONNELS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- r revised figures.

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- r nombres rectifiés.

Initial and Renewal Claims

Initial and renewal claims received from all U.I.C. District offices totalled 203,000 in February, a drop of 3,000 or slightly over one per cent from a year ago. This rate compared with a two per cent rise in claims between February 1970 and February 1971. Claim loads were lighter in all provinces from a year earlier except for Ontario, Alberta and British Columbia in which increases of 2 %, 6 % and 10 %, respectively, were recorded.

Following the trend of past years, the total number of claims declined sharply between January and February 1972 by 77,000 or 27 %. This rate contrasted with drops of 29 % in 1971 and 25 % in 1970 for similar periods. All provinces reported decreased claim loads from the previous month.

Initial claims allowed in February totalled approximately 181,000 which consisted of 162,000 for regular benefit, 14,000 for sickness, 3,000 for maternity, 1,000 retirement and over 1,000 fishing claims. The current figure is down 6 % from the 192,000 claims allowed in January.

Claimants at month-end

Claimants registered for unemployment insurance benefit at the end of February reached 912,000, up 24,000 or 3 % from the end of February 1971. Nova Scotia, Ontario and British Columbia showed small decreases in the claimant count; the remaining provinces recorded larger numbers. Compared with January, current registrations were up 85,000 or 10 %; all provinces shared in the increases.

It should be kept in mind that the claimant data are overstated by an estimated 20 % to 25 % in terms of active files. If a claimant does not report (which is not compulsory) if re-employed, a period of five weeks is allowed to elapse before the claim is transferred to the inactive file.

February represents the completion of eight months of operation under the new Act. A total of 92 % of the claimants now come under its provision. By the end of June of this year, it is expected that claimants registered under the former Act will be very few in number.

Benefit Payments

Benefit paid in February amounted to \$194,000,000, an all-time monthly high. The current disbursement was 38 % greater than the January amount of \$140,000,000 and 92 % more than the February 1971 expenditure of \$101,000,000. The increase from a year earlier is due mostly to the upward adjustment of benefit rates under the new Act. The growth in benefits over a month ago is due mostly to the greater number of weeks of benefit paid under the new Act with its more generous rates of benefit.

Average weekly benefits in February were calculated at \$61.69, versus \$59.09 for the previous month and \$36.47 for February 1971. The above dollar figures are gross amounts in that deductions for income tax are included. Effective January 2, 1972, benefits received are subject to income tax while contributions are tax deductible.

Demandes initiales et demandes renouvelées

En février, les bureaux de district de la C.A.C. ont reçu 203,000 demandes initiales et demandes renouvelées, soit 3,000 (ou un peu plus de 1 %) de moins qu'en février 1971. Ce taux se compare à un accroissement de 2 % enregistré entre février 1970 et février 1971. Le nombre de demandes a été moins élevé qu'un an plus tôt dans toutes les provinces, sauf en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, qui ont connu des augmentations de 2 %, 6 % et 10% respectivement.

Suivant la tendance des dernières années, le nombre total de demandes est tombé brusquement entre janvier et février 1972, soit de 27 % (77,000). Les baisses correspondantes étaient de 29 % en 1971 et de 25 % en 1970. Toutes les provinces ont enregistré une diminution du nombre de demandes par rapport au mois précédent.

En février, le nombre de demandes initiales acceptées a été d'environ 181,000, dont 162,000 demandes de prestations ordinaires; les autres demandes visaient les prestations spéciales; 14,000 pour la maladie, 3,000 pour la maternité, 1,000 pour la retraite et plus de 1,000 pour la pêche. Ce chiffre est inférieur de 6 % aux 192,000 demandes acceptées en janvier.

Nombre de prestataires en fin de mois

Le nombre de prestataires d'assurance-chômage a atteint 912,000 en février, soit 24,000 (3 %) de plus qu'à la fin de février 1971. Il a légèrement diminué en Nouvelle-Écosse, Ontario et en Colombie Britannique, mais augmenté dans les autres provinces. Le nombre de prestataires a augmenté de 85,000 (10 %) par rapport à janvier et toutes les provinces ont participé à l'augmentation.

Il faut remarquer que les données sur les prestataires sont exagérées de 20 % à 25 % en ce qui concerne les dossiers actifs. Lorsqu'un prestataire ne fait pas connaître qu'il a obtenu un autre emploi (il n'y est pas tenu d'ailleurs), on laisse écouler une période de cinq semaines avant de classer sa demande au fichier inactif.

Avec février, huit mois se sont écoulés depuis la mise en oeuvre de la nouvelle loi et 92 % des prestataires tombent maintenant sous le coup de cette loi. On prévoit qu'à la fin de juin cette année le nombre de prestataires enregistrés en vertu de l'ancienne loi sera négligeable.

Prestations servies

En février, le montant des prestations servies a été de 194 millions de dollars, soit le montant le plus considérable jamais versé en un mois. Ce montant dépassait de 38 % celui de janvier (140 millions) et de 92 % celui de février 1971 (101 millions). L'augmentation par rapport à l'an dernier provient surtout de la majoration des taux de prestations en vertu de la nouvelle loi. L'accroissement du montant des prestations par rapport à janvier 1972 est dû surtout au fait qu'en vertu de la nouvelle loi les prestations sont versées pour un plus grand nombre de semaines et que les taux de prestations sont plus élevés.

Les prestations hebdomadaires moyennes ont été de \$61.69 en février, contre \$59.09 en janvier et \$36.47 en février 1971. Il s'agit ici de montants bruts, non corrigés des déductions d'impôt sur le revenu. Depuis le 2 janvier 1972, les prestations reçues sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que les cotisations sont déductibles du revenu.

TABLE 1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province, February 1972

TABLEAU 1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province, février 1972

Province	Initial claims allowed - Demandes initiales acceptées		Claimants at month-end - Prestataires à la fin du mois											
	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	New act - Nouvelle loi					Old act - Ancienne loi	Number - Nombre	Total Per cent change from - Pourcentage de variation par rapport à				
			Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Sub-total - Total partiel	Jan. 1972 - Janv.	Feb. 1971 - Fév.			Amount(1) - Montant(1)	Per cent change from - Pourcentage de variation par rapport à			
											Jan. 1972 - Janv.	Feb. 1971 - Fév.		
number - nombre		number - nombre		dollars		dollars		dollars		dollars				
TOTAL	161,827	19,621	790,061	51,187	841,248	70,695	911,943	10	3					
Newfoundland - Terre-Neuve	5,296	574	32,608	5,671	38,279	2,064	40,343	5	11					
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	906	147	6,379	1,799	8,178	232	8,410	9	19					
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	6,152	1,200	33,899	6,205	40,104	2,830	42,934	7	- 1					
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	5,115	629	34,776	2,783	37,559	2,354	39,913	7	3					
Québec	44,869	5,753	239,540	10,710	250,250	21,384	271,634	14	7					
Ontario	56,248	7,438	233,155	13,248	246,403	25,246	271,649	11	- 4					
Manitoba	6,365	825	32,492	1,549	34,041	2,570	36,611	8	2					
Saskatchewan	5,136	403	27,554	675	28,229	1,680	29,909	5	12					
Alberta	11,836	1,012	51,824	1,792	53,616	4,016	57,632	13	12					
British Columbia - Colombie-Britannique	19,853	1,640	97,678	6,755	104,433	8,292	112,725	6	--					
Outside Canada - Extérieur du Canada	51	-	156	-	156	27	183	17	- 26					
	Weeks of benefit paid - Nombre de prestations hebdomadaires servies					Amount of benefit paid - Montant des prestations servies								
	New act - Nouvelle loi			Old act - Ancienne loi	Total			New act - Nouvelle loi			Old act - Ancienne loi	Total		
	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Sub-total - Total partiel		Number - Nombre	Per cent change from - Pourcentage de variation par rapport à		Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Sub-total - Total partiel		Amount(1) - Montant(1)	Per cent change from - Pourcentage de variation par rapport à	
						Jan. 1972 - Janv.	Feb. 1971 - Fév.						Jan. 1972 - Janv.	Feb. 1971 - Fév.
	number - nombre			number - nombre			dollars			dollars				
TOTAL	2,608,535	206,789	2,815,324	324,335	3,139,659	32	13	163,059,202	12,872,276	175,931,478	17,742,296	193,673,774	38	92
Newfoundland - Terre-Neuve	120,096	28,691	148,787	8,317	157,104	34	27	6,812,613	1,478,996	8,291,609	428,931	8,720,540	37	97
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	23,180	8,112	31,292	1,297	32,589	23	36	1,084,463	473,691	1,558,154	58,928	1,617,082	25	108
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	114,871	26,131	141,002	12,599	153,601	29	13	6,129,458	1,696,705	7,826,163	682,190	8,508,353	34	80
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	120,145	12,255	132,400	9,865	142,265	20	15	6,284,449	757,795	7,042,244	501,533	7,543,777	23	78
Québec	767,140	40,500	807,640	88,851	896,491	37	16	48,709,749	2,628,189	51,337,938	4,820,165	56,158,103	44	99
Ontario	773,659	45,241	818,900	122,996	941,896	29	5	49,025,389	2,568,976	51,594,365	6,879,151	58,473,516	35	77
Manitoba	100,908	6,041	106,949	13,307	120,256	23	- 8	6,113,363	328,901	6,442,264	686,599	7,128,863	26	52
Saskatchewan	96,047	3,090	99,137	8,783	107,920	39	26	5,763,501	1,66,772	5,930,273	450,555	6,380,828	44	114
Alberta	156,004	7,200	163,204	19,939	183,143	41	22	10,348,353	419,772	10,768,125	1,095,985	11,864,110	46	112
British Columbia - Colombie-Britannique	336,087	29,526	365,613	38,201	403,814	33	25	22,757,734	2,352,312	25,110,046	2,128,353	27,238,399	37	122
Outside Canada - Extérieur du Canada	398	2	400	180	580	56	4	30,130	167	30,297	9,906	40,203	74	59

(1) Adjustments amounting to \$505,406 reduced amount paid to \$193,168,368. See Table 8. - Les redressements s'élevant à \$505,406 ont réduit le montant des prestations versées à \$193,168,368. Voir tableau 8.

TABLE 2. Estimates of the Insured Population under the Unemployment Insurance Act

TABLEAU 2. Estimations de la population assurée en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage

End of - Fin du mois de	Total	Employed - Personnes employées	Claimants - Prestataires
1968 - July - Juillet	5,102,000	4,781,000	321,000
August - Août	5,162,000	4,892,200	269,800
September - Septembre	5,132,000	4,885,300	246,700
October - Octobre	5,122,000	4,857,500	264,500
November - Novembre	5,188,000	4,846,400	341,600
December - Décembre	5,229,000	4,731,100	497,900
1969 - January - Janvier	5,296,000	4,680,000	616,000
February - Février	5,335,000	4,704,000	631,000
March - Mars	5,325,000	4,730,900	594,100
April - Avril	5,284,000	4,757,500	526,500
May - Mai	5,300,000	4,984,900	315,100
June - Juin	5,387,000	5,110,100	276,900
July - Juillet	5,346,000	5,067,400	278,600
August - Août	5,414,000	5,146,300	267,700
September - Septembre	5,374,000	5,114,400	259,600
October - Octobre	5,383,000	5,103,000	280,000
November - Novembre	5,456,000	5,106,800	349,200
December - Décembre	5,502,000	4,965,300	536,700
1970 - January - Janvier	5,542,000	4,882,500	659,500
February - Février	5,573,000	4,878,600	694,400
March - Mars	5,580,000	4,874,900	705,100
April - Avril	5,577,000	4,886,300	690,700
May - Mai	5,399,600	5,083,820	315,780
June - Juin	5,642,000	5,200,100	441,900
July - Juillet	5,599,000	5,159,600	439,400
August - Août	5,661,000	5,252,300	408,700
September - Septembre	5,591,000	5,199,900	391,100
October - Octobre	5,575,000	5,176,300	398,700
November - Novembre	5,604,000	5,123,500	480,500
December - Décembre	5,703,000	5,031,200	671,800
1971 - January - Janvier	5,779,000	4,934,900	844,100
February - Février	5,811,000	4,923,300	887,700
March - Mars	5,828,000	4,971,500	856,500
April - Avril	5,831,000	5,012,000	819,000
May - Mai	5,660,000	5,163,700	496,300
June - Juin	5,720,000	5,300,100	419,900
July - Juillet	5,621,000	5,212,100	408,900
August - Août	5,727,000	5,316,500	410,500
September - Septembre	5,725,000	5,292,300	432,700
October - Octobre	5,668,000	5,232,100	435,900
November - Novembre	5,726,000	5,187,700	538,300
December - Décembre	5,733,000	5,043,800	689,200

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province, February 1972

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province, février 1972

Province	1972			1971		
	Total (1)	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Total	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
TOTAL	202,980	164,738	38,242	205,624	164,058	41,566
Newfoundland — Terre-Neuve ...	4,523	3,994	529	5,441	4,810	631
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard	1,056	909	147	1,179	1,022	157
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	7,392	6,277	1,115	8,072	6,836	1,236
New Brunswick — Nouveau- Brunswick	6,360	5,374	986	7,678	6,501	1,177
Québec	58,637	46,612	12,025	61,283	47,959	13,324
Ontario	74,016	59,534	14,482	72,285	56,596	15,689
Manitoba	8,031	6,752	1,279	9,112	7,856	1,256
Saskatchewan	4,971	4,234	737	5,534	4,742	792
Alberta	12,901	10,590	2,311	12,190	9,850	2,340
British Columbia — Colombie- Britannique	25,015	20,404	4,611	22,775	17,840	4,935
Outside Canada — Extérieur du Canada	78	58	20	75	46	29

(1) In addition 132,162 revised claims were received. — En outre, 132,162 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial and Renewal Claims Allowed, (1, 2) by Type and Province, February 1972

TABLEAU 4. Demandes initiales et demandes renouvelées acceptées(1, 2), selon le genre et la province, février 1972

Province	Initial claims — Demandes initiales						Renewal claims — Demandes renouvelées			
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefits — Prestations spéciales					Total	Old act — Ancienne loi	New act — Nouvelle loi	Total
		Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Sub-total — Total partiel				
TOTAL	161,827	14,316	2,866	995	1,444	19,621	181,448	14,636	18,624	33,260
Newfoundland — Terre-Neuve ...	5,296	130	65	13	366	574	5,870	255	228	483
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard	906	44	9	6	88	147	1,053	79	74	153
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	6,152	603	125	34	438	1,200	7,352	471	552	1,023
New Brunswick — Nouveau- Brunswick	5,115	417	67	21	124	629	5,744	447	428	875
Québec	44,869	4,881	614	192	66	5,753	50,622	4,614	5,611	10,225
Ontario	56,248	5,553	1,377	442	66	7,438	63,686	5,635	7,189	12,824
Manitoba	6,365	544	178	64	39	825	7,190	411	611	1,022
Saskatchewan	5,136	291	75	35	2	403	5,539	261	302	563
Alberta	11,836	700	217	91	4	1,012	12,848	822	1,080	1,902
British Columbia — Colombie- Britannique	19,853	1,153	139	97	251	1,640	21,493	1,631	2,545	4,176
Outside Canada — Extérieur du Canada	51	—	—	—	—	—	51	10	4	14

(1) Includes claims with disqualification and claims previously not allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant.

(2) In addition 81,249 revised claims were allowed. — En outre 81,249 demandes révisées ont été acceptées.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month - Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim — Nombre de semaines écoulées de la période de prestations				Claimants Total Prestataires
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus	
	February 29, 1972 - Février					February 26, 1971 — Février
TOTAL	911,943	243,754	339,373	250,939	77,877	887,672
Male - Hommes	615,955	167,318	250,823	159,096	38,718	627,113
Female - Femmes	295,988	76,436	88,550	91,843	39,159	260,559
Newfoundland - Terre-Neuve	40,343	5,017	24,438	8,537	2,351	36,311
Male - Hommes	33,855	4,128	22,405	5,756	1,566	31,767
Female - Femmes	6,488	889	2,033	2,781	785	4,544
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	8,410	1,207	6,117	789	297	7,061
Male - Hommes	6,075	697	4,904	327	147	5,303
Female - Femmes	2,335	510	1,213	462	150	1,758
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	42,934	10,123	20,343	8,498	3,970	43,509
Male - Hommes	32,050	7,521	17,026	5,060	2,443	34,668
Female - Femmes	10,884	2,602	3,317	3,438	1,527	8,841
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	39,913	4,448	16,491	14,068	4,906	38,760
Male - Hommes	28,499	3,323	13,836	8,803	2,537	29,111
Female - Femmes	11,414	1,125	2,655	5,265	2,369	9,649
Québec	271,634	86,752	108,518	66,395	9,969	253,342
Male - Hommes	184,812	63,855	75,247	40,900	4,810	181,377
Female - Femmes	86,822	22,897	33,271	25,495	5,159	71,965
Ontario	271,649	95,616	88,481	65,075	22,477	281,587
Male - Hommes	165,845	58,268	59,717	38,034	9,826	179,432
Female - Femmes	105,804	37,348	28,764	27,041	12,651	102,155
Manitoba	36,611	6,486	12,025	13,614	4,486	35,905
Male - Hommes	25,113	4,526	8,701	9,451	2,435	26,061
Female - Femmes	11,498	1,960	3,324	4,163	2,051	9,844
Saskatchewan	29,909	6,024	11,154	10,197	2,534	26,702
Male - Hommes	22,382	4,724	8,671	7,842	1,145	20,378
Female - Femmes	7,527	1,300	2,483	2,355	1,389	6,324
Alberta	57,632	15,797	21,141	16,636	4,058	51,288
Male - Hommes	40,347	11,700	16,388	10,568	1,691	37,828
Female - Femmes	17,285	4,097	4,753	6,068	2,367	13,460
British Columbia - Colombie-Britannique	112,725	12,191	30,611	47,108	22,815	112,961
Male - Hommes	76,864	8,518	23,889	32,344	12,113	81,061
Female - Femmes	35,861	3,673	6,722	14,764	10,702	31,900
Outside Canada - Extérieur du Canada	183	93	54	22	14	246
Male - Hommes	113	58	39	11	5	127
Female - Femmes	70	35	15	11	9	119

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Type, Province and Sex, February 29, 1972

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe, 29 février 1972

Province and sex — Province et sexe	Type of Benefit — Genre de prestations						Total
	New act — Nouvelle loi				Sub-total — Total partiel	Old act — Ancienne loi	
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche			
TOTAL	790,061	22,465	10,326	18,396	841,248	70,695	911,943
Male — Hommes	540,307	13,710	—	18,127	572,144	43,811	615,955
Female — Femmes	249,754	8,755	10,326	269	269,104	26,884	295,988
Newfoundland — Terre-Neuve	32,608	324	198	5,149	38,279	2,064	40,343
Male — Hommes	26,806	270	—	5,136	32,212	1,643	33,855
Female — Femmes	5,802	54	198	13	6,067	421	6,488
Prince Edward Island — Île-du- Prince-Édouard	6,379	68	47	1,684	8,178	232	8,410
Male — Hommes	4,332	42	—	1,549	5,923	152	6,075
Female — Femmes	2,047	26	47	135	2,255	80	2,335
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	33,899	984	374	4,847	40,104	2,830	42,934
Male — Hommes	24,453	717	—	4,830	30,000	2,050	32,050
Female — Femmes	9,446	267	374	17	10,104	780	10,884
New Brunswick — Nouveau-Brunswick ...	34,776	673	255	1,855	37,559	2,354	39,913
Male — Hommes	24,459	467	—	1,841	26,767	1,732	28,499
Female — Femmes	10,317	206	255	14	10,792	622	11,414
Québec	239,540	7,125	2,742	843	250,250	21,384	271,634
Male — Hommes	166,445	3,844	—	833	171,122	13,690	184,812
Female — Femmes	73,095	3,281	2,742	10	79,128	7,694	86,822
Ontario	233,155	8,627	4,184	437	246,403	25,246	271,649
Male — Hommes	145,612	5,362	—	424	151,398	14,447	165,845
Female — Femmes	87,543	3,265	4,184	13	95,005	10,799	105,804
Manitoba	32,492	835	574	140	34,041	2,570	36,611
Male — Hommes	23,051	514	—	139	23,704	1,409	25,113
Female — Femmes	9,441	321	574	1	10,337	1,161	11,498
Saskatchewan	27,554	459	212	4	28,229	1,680	29,909
Male — Hommes	21,006	311	—	4	21,321	1,061	22,382
Female — Femmes	6,548	148	212	—	6,908	619	7,527
Alberta	51,824	1,040	740	12	53,616	4,016	57,632
Male — Hommes	37,144	638	—	11	37,793	2,554	40,347
Female — Femmes	14,680	402	740	1	15,823	1,462	17,285
British Columbia — Colombie- Britannique	97,678	2,330	1,000	3,425	104,433	8,292	112,725
Male — Hommes	66,901	1,545	—	3,360	71,806	5,058	76,864
Female — Femmes	30,777	785	1,000	65	32,627	3,234	35,861
Outside Canada — Extérieur du Canada	156	—	—	—	156	27	183
Male — Hommes	98	—	—	—	98	15	113
Female — Femmes	58	—	—	—	58	12	70

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit, February 1972

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations, février 1972

Type of benefit — Genre de prestations	Benefit paid — Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	February 1972	January 1972	February 1971	January 1972	February 1971
	— Février	— Janvier	— Février	— Janvier	— Février
Regular — Ordinaires	163,059,202	112,094,602		45	
Sickness — Maladie	4,214,694	2,522,914		67	
Maternity — Maternité	2,362,647	1,886,346		25	
Retirement — Retraite	205,413	216,462		- 5	
Fishing — Pêche	6,089,522	4,088,003		49	
New act — Total — Nouvelle loi	175,931,478	120,808,327		46	
Old act — Ancienne loi	17,742,296	19,566,379		- 9	
Sub-total — Total partiel	193,673,774	140,374,706	100,928,124	38	92
Adjustments(1) — Ajustements(1)	505,406	444,279		14	
Total	193,168,368	139,930,427	100,928,124	38	91
	Weeks paid — Prestations hebdomadaires				
	Number — Nombre			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	February 1972	January 1972	February 1971	January 1972	February 1971
	— Février	— Janvier	— Février	— Janvier	— Février
Regular — Ordinaires	2,608,535	1,830,626		42	
Sickness — Maladie	71,307	43,036		66	
Maternity — Maternité	42,336	33,713		26	
Retirement — Retraite	3,129	3,425		- 9	
Fishing — Pêche	90,017	58,789		53	
New act — Total — Nouvelle loi	2,815,324	1,969,589		43	
Old act — Ancienne loi	324,335	405,966	2,767,506	- 20	- 88
Total	3,139,659	2,375,555	2,767,506	32	13
	Average weekly payment — Prestations hebdomadaires moyennes				
	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	February 1972	January 1972	February 1971	January 1972	February 1971
	— Février	— Janvier	— Février	— Janvier	— Février
Regular — Ordinaires	62.51	61.23		2	
Sickness — Maladie	59.11	58.62		1	
Maternity — Maternité	55.81	55.95		--	
Retirement — Retraite	65.65	63.20		4	
Fishing — Pêche	67.65	69.54		- 3	
New act — Total — Nouvelle loi	62.49	61.34		2	
Old act — Ancienne loi	54.70	48.20	36.47	13	50
Total	61.69	59.09	36.47	4	69

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type, February 1972

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre, février 1972

Province	Type of benefit - Genre de prestations								Total
	New act - Nouvelle loi						Old act - Ancienne loi	Adjust- ments (1) - Ajuste- ments (1)	
	Regular - Ordinaires	Sickness - Maladie	Maternity - Maternité	Retirement - Retraite	Fishing - Pêche	Sub-total - Total partiel			
	dollars								
TOTAL	163,059,202	4,214,694	2,362,647	205,413	6,089,522	175,931,478	17,742,296	505,406	193,168,368
Newfoundland - Terre-Neuve	6,812,613	80,858	42,552	2,897	1,352,689	8,291,609	428,931	12,288	8,708,252
Prince Edward Island - Île-du- Prince-Édouard	1,084,463	17,100	9,429	1,836	445,326	1,558,154	58,928	1,522	1,615,560
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	6,129,458	167,768	68,847	8,376	1,451,714	7,826,163	682,190	14,053	8,494,300
New Brunswick - Nouveau-Brunswick ...	6,284,449	118,213	49,545	7,157	582,880	7,042,244	501,533	12,504	7,531,273
Québec	48,709,749	1,544,502	586,420	46,313	450,954	51,337,938	4,820,165	122,805	56,035,298
Ontario	49,025,389	1,312,323	1,034,452	78,478	143,723	51,594,365	6,879,151	184,448	58,289,068
Manitoba	6,113,363	174,447	112,844	12,220	29,390	6,442,264	686,599	21,421	7,107,442
Saskatchewan	5,763,501	98,494	60,499	6,165	1,614	5,930,273	450,555	10,977	6,369,851
Alberta	10,348,353	230,326	168,000	17,450	3,996	10,768,125	1,095,985	27,155	11,836,955
British Columbia - Colombie- Britannique	22,757,734	470,496	230,059	24,521	1,627,236	25,110,046	2,128,353	98,233	27,140,166
Outside Canada - Extérieur du Canada	30,130	167	-	-	-	30,297	9,906	-	40,203

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. - Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province, February 1972

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province, février 1972

Province	Disqualifications Total Des exclusions	Not unemployed or no interruption of earnings — Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Not capable or not available — Incapacité ou non disponibilité		Labour dispute — Conflit collectif					
		Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage				
TOTAL	60,595	16,084	26.5	12,742	21.0	904	1.5				
Newfoundland — Terre-Neuve	1,756	478	27.2	397	22.6	13	0.7				
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	239	52	21.8	64	26.8	—	—				
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	1,808	238	13.1	474	26.2	5	0.3				
New Brunswick — Nouveau-Brunswick ...	1,814	283	15.6	529	29.2	—	—				
Québec	18,252	6,876	37.7	2,962	16.2	550	3.0				
Ontario	18,140	3,962	21.9	4,024	22.2	226	1.2				
Manitoba	2,764	606	21.9	701	25.4	2	0.1				
Saskatchewan	2,271	636	28.0	462	20.3	2	0.1				
Alberta	4,978	745	15.0	1,391	27.9	4	0.1				
British Columbia — Colombie-Britannique	8,537	2,208	25.9	1,710	20.0	102	1.2				
Outside Canada — Extérieur du Canada	36	—	—	28	77.8	—	—				
		Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète		Others — Autres	
		Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage
TOTAL	242	0.4	1,995	3.3	16,465	27.2	7,444	12.3	4,719	7.8	
Newfoundland — Terre-Neuve	8	0.5	53	3.0	549	31.3	106	6.0	152	8.7	
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2	0.8	6	2.5	50	20.9	24	10.0	41	17.2	
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	11	0.6	79	4.4	665	36.8	204	11.3	132	7.3	
New Brunswick — Nouveau-Brunswick ...	19	1.1	51	2.8	519	28.6	133	7.3	280	15.4	
Québec	60	0.3	493	2.7	3,426	18.8	2,724	14.9	1,161	6.4	
Ontario	92	0.5	767	4.2	5,370	29.6	1,907	10.5	1,792	9.9	
Manitoba	5	0.2	85	3.1	792	28.6	414	15.0	159	5.7	
Saskatchewan	6	0.3	73	3.2	535	23.6	380	16.7	177	7.8	
Alberta	23	0.5	144	2.9	1,749	35.1	684	13.7	238	4.8	
British Columbia — Colombie-Britannique	16	0.2	244	2.9	2,804	32.8	867	10.1	586	6.9	
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	—	—	6	16.6	1	2.8	1	2.8	

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province
 TABLEAU 10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated - Réglées					Pending - En instance	
	Total	Entitled to benefit - Donnant droit aux prestations		Not entitled to benefit - Ne donnant pas droit aux prestations		Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées
		Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées		
February - 1972 - Février							
TOTAL	227,968(1)	123,172	33,260	65,544	5,992	53,452	7,656
Newfoundland - Terre-Neuve	6,213	4,208	483	1,404	118	934	61
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1,219	847	153	197	22	178	16
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	8,429	4,918	1,023	2,333	155	1,323	165
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	6,596	3,832	875	1,738	151	1,157	111
Québec	62,733	34,392	10,225	16,441	1,675	20,350	2,833
Ontario	83,838	45,186	12,824	23,817	2,011	18,228	2,868
Manitoba	8,952	4,762	1,022	2,933	235	1,872	290
Saskatchewan	5,705	3,270	563	1,731	141	1,005	175
Alberta	16,400	8,105	1,902	5,828	565	2,639	336
British Columbia - Colombie-Britannique	27,792	13,636	4,176	9,069	911	5,745	792
Outside Canada - Extérieur du Canada	91	16	14	53	8	21	9
February - 1971 - Février							
TOTAL	216,699	137,079	39,560	37,106	2,954	45,394	6,394
Newfoundland - Terre-Neuve	5,745	4,054	552	1,060	79	1,300	124
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1,222	891	145	171	15	240	25
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	8,858	6,217	1,228	1,313	100	1,318	83
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	7,819	5,582	1,072	1,043	122	1,829	162
Québec	61,805	39,216	12,407	9,327	855	15,576	2,110
Ontario	77,954	49,015	15,333	12,586	1,020	15,883	2,440
Manitoba	9,519	6,377	1,158	1,882	102	1,453	171
Saskatchewan	6,053	4,097	754	1,159	43	923	109
Alberta	12,208	7,070	2,121	2,820	197	2,145	305
British Columbia - Colombie-Britannique	25,429	14,529	4,769	5,713	418	4,711	857
Outside Canada - Extérieur du Canada	87	31	21	32	3	16	8

(1) In addition 124,697 revised claims were disposed of. Of these, 8,676 were special requests not granted and 1,593 were appeals by claimants. There were 18,250 revised claims pending at the end of the month. - En outre, on a réglé 124,697 demandes révisées, dont 8,676 demandes spéciales qui furent rejetées, et 1,593 appels de la part des requérants. Il y avait 18,250 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972											
	January — Janvier	February — Février	March — Mars	April — Avril	May — Mai	June — Juin	July — Juillet	August — Août	September — Septembre	October — Octobre	November — Novembre	December — Décembre
1. Vancouver — Victoria	6.9	6.8										
2. Southern British Columbia — Sud de la Colombie-Britannique	7.7(3)	7.6(3)										
3. Alberta	4.5	4.4										
4. Saskatchewan	3.8	3.9										
5. Manitoba	4.9	4.9										
6. North Western Ontario — Nord-ouest de l'Ontario	5.3	5.3										
7. London — Windsor	5.2	5.1										
8. Hamilton — Toronto	5.1	5.1										
9. Eastern Ontario — Est de l'Ontario ...	5.1	4.9										
10. Montréal	7.5(3)	7.4(3)										
11. Québec — Eastern Townships — Cantons de l'est	7.6(3)	7.5(3)										
12. St. Lawrence — Gaspé — Saint-Laurent — Gaspésie	10.0(3)	9.9(3)										
13. New Brunswick and Prince Edward Island — Nouveau-Brunswick et île- du-Prince-Édouard	7.7(3)	7.7(3)										
14. Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	7.7(3)	7.7(3)										
15. Newfoundland — Terre-Neuve	12.3(3)	12.3(3)										
16. Rest of Canada(2) — Reste du Canada(2)												
Canada	6.4	6.3										

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. — Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. — Eligible for extended Regional Benefit year-round. — Taux de chômage non disponibles. — Admissible toute l'année à des prestations de prolongation pour une région.

(3) Eligible for regional extended benefit. — Admissible à des prestations de prolongation pour une région.

APPENDIX I

Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1972, one hundred and fifty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and fifty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality becomes effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim-

(1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:

- (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
- (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

ANNEXE I

L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujéti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

- (a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité
- (b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

- (a) pour l'année 1972, de \$150;
- (b) pour chacune des années suivantes le produit de \$150 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime sera réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

- (a) qui a 70 ans, ou
- (b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il y a eu arrêt de la

(1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:

- (a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et
- (b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédant le début d'une période initiale de prestations.

ration provenant de son emploi. Le prestataire est un qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de dix semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de chômage payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, les conditions économiques du moment et pourvu qu'il satisfasse les conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans cette période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

AU

Période initiale	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid — Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
3	
	8
	9
	10
	11
	12
	15

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pendant lesquelles des prestations initiales peuvent être servies.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pendant laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui précèdent le délai de carence.

si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,

si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,

si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et

si, à la fin du délai de carence,

APPENDIX I

Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1972, one hundred and fifty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and fifty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality becomes effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim-

- (1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:
- (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
 - (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

TABLE - 1 - TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period — Semaines d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period — Durée de la période initiale de prestations	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid — Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
weeks - semaines		
8 to - à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more - ou plus	29	15

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

- (a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;
- (b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;
- (c) he has served the two week waiting period; and
- (d) at the termination of his waiting period

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence

- (a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,
- (b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,
- (c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et
- (d) si, à la fin du délai de carence,

- (1) he is not employed in employment that would continue
- (2) he is capable and available for work, and
- (3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of \$20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

- (a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or
- (b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

- (a) he was incapable of work because of illness or injury

- (1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,
- (2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
- (3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30^e semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70^e anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de \$20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

- (a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;
- (b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale des prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim),
- (c) he was fully employed during such period, or
- (d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled to depends:

- (a) in the first phase:
 - upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.

- (b) in the second phase:
 - (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)

for claimants who reside in Canada

- upon the national(1) rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % - 4 weeks; if the national rate is more than 5 % - 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.

- (c) in the third phase:
 - (on completion of phase two)

(for claimants who reside in Canada)

- upon the regional rate(2) of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate(2) by more than one percentage point.

Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars - the maximum

(1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).

(2) unadjusted for seasonality - 12 month moving average (Labour Force Survey).

- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),

- (c) il était employé à plein temps durant cette période, ou
- (d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

- (a) dans la première phase:

- du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.

- (b) dans la deuxième phase:

- (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie).

pour les prestataires qui résident au Canada

- du taux national du chômage(1). Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5 %, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.

- (c) dans la troisième phase:

- (après la phase deux)

(pour les prestataires qui résident au Canada)

- du taux régional de chômage(2). Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national(2) de plus d'un point de pourcentage.

Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixante-quinze pour cent dans le cas d'un prestataire

(1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'oeuvre).

(2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'oeuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

- (a) he was incapable of work because of illness or injury,
- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or
- (c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commences collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly lay-off experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à \$20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure
- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou
- (c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

Financement

Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les adressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE



